



BR-PCC

Replacer l'activité générale des masses au centre de l'initiative

1983

[Rome, 17 janvier 1983, les militants des Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant.

Arreni Renato, Bella Enzo, Braghetti Laura, Gallinari Prospero, Iannelli Maurizio, Novelli Luigi, Padula Sandro, Pancelli Remo, Petrella Marina, Piccioni Francesco, Ricciardi Salvatore, Seghetti Bruno.]

Ce n'est pas un hasard si ce procès a été préparé en toute hâte à la suite de la libération de Dozier, des trahisons et des arrestations de masse, alors que jusque là, il semblait ne jamais devoir se dérouler.

L'Etat, qui, avant cela, n'avait pas la force politique d'affronter le procès du moment le plus significatif de 12 années de lutte armée, saisit l'occasion pour tenter de sanctionner de façon éclatante la défaite des B.R. et avec elles, de la lutte armée pour le communisme.

Cet objectif a envahi tous les raisonnements mis dans la bouche des traîtres, toutes les interventions de la partie civile: il est le coeur-même de chaque acte du procès et des déclarations du procureur Amato.

Un refrain obsessionnel qui voulait devenir un lieu commun, une vérité indiscutable acceptée par tous.

La nature de cet objectif est cependant de plus vaste portée. Il est une partie importante d'une attaque bien plus complexe que la bourgeoisie a porté à la classe ouvrière et au prolétariat métropolitain.

En ce sens, la ratification de la défaite des B.R. devait représenter un moment important pour

réussir à effacer de la mémoire historique-même du prolétariat, la conscience de la révolution comme événement possible et nécessaire, le seul qui soit capable d'apporter une solution réelle aux besoins et aux intérêts prolétariens.

La publicité la plus grande au refrain de la défaite est garantie par l'amplification démesurée du moindre balbutiement du traître de service.

La thèse commune à tous les vautours qui se sont jetés sur la "pâture" politique que représente ce procès est celle selon laquelle "les B.R. sont un groupe au service de quelqu'un de bien plus important". Chacun tente d'apporter de l'eau à son moulin.

Et actuellement, c'est l'histoire, le patrimoine, les militants-mêmes de la lutte armée qui constituent un butin sur lequel les diverses forces de la bourgeoisie mettent la main pour en tirer tout ce qui peut être utile à leurs propres jeux de pouvoir.

C'est ainsi que nous avons entendu une anthologie des thèses complotardes selon lesquelles les B.R. seraient des marionnettes au service des projets les plus divers.

A en croire les socialistes et une partie de la D.C., nous ne serions que des russes parlant bien l'italien car, comme le disait alors déjà Craxi: "il n'est pas pensable que les B.R. s'entraînent dans les basses-cours.

Pour le F.C.I., nous étions évidemment des agents de la C.I.A., puisque Moro avait été l'instrument suprême de son insertion dans l'aire du consensus de la majorité gouvernementale.

On a fait parier différents traits très afin de soutenir, partiellement, les diverses thèses complotistes en vogue. Mais même eux n'ont pas été très utiles.

C'est ainsi que chaque parti bourgeois a continué à fournir sa propre vérité.

Ce pour quoi les traîtres ont été le plus utilisés a été, par contre, la construction d'une campagne diffamatoire et provocatrice contre le peuple palestinien et les forces révolutionnaires qui luttent en Europe et en Méditerranée contre l'impérialisme américain.

Ce n'est pas un hasard, et nous l'avions dénoncé dans cette salle d'audience avant que cela ait lieu, si la campagne menée en Italie et en Europe contre le peuple palestinien a précédé l'invasion génocidaire du Liban par l'impérialisme, grâce aux bouchers sionistes et phalangistes.

Dans les faits donc, ce procès est un procès de guerre; une attaque, non seulement contre les B.R., mais aussi contre toute hypothèse politique révolutionnaire dans ce qui, pour les projets de l'impérialisme américain, doit être un terrain d'opérations pacifié à l'intérieur et agressif vers l'extérieur.

C'est un procès de guerre, parce que toutes les "entorses" faites à la législation courante, avec les diverses lois spéciales, ont trouvé un champ d'application dans ce procès, et ont par là ratifié un bouleversement global de la sphère juridique dans le sens d'une législation de "guerre civile".

C'est un procès de guerre parce que, dans cette salle d'audience, la torture et les disparitions de

prisonniers ont été officialisées, reconnues et revendiquées par l'Etat comme méthode "légale" d'enquête.

En effet, alors qu'un de nos camarades inculpé dans ce procès était séquestré et torturé plusieurs jours durant dans les locaux de la DIGOS, la Cour et le Procureur, tout en sachant cela, continuaient le procès, couvrant de la loi du silence ce qui était en train de se passer.

Après cela, l'ouverture par la Cour d'une soit disant enquête sur cet épisode n'en était qu'une couverture supplémentaire: à tel point que les photographies qui témoignaient des lésions subies par le camarade ont déjà disparu du dossier.

C'est un procès de guerre, parce qu'est devenu évident dans cette salle le rapport qu'établit l'Etat avec la société civile et les prolétaires en particulier.

Ce système n'offre plus aucune perspective d'expansion de la richesse sociale ni d'évolution des valeurs morales et culturelles.

L'évolution du politique vers la barbarie sanctionne l'isolement progressif de la bourgeoisie et de son Etat, son retranchement sur la défense de son pouvoir et de ses privilèges.

Elle ne peut plus rien garantir au prolétariat.

Le seul rapport que la bourgeoisie parvient à établir est représenté par les misérables figures qui servent à jeter de la boue sur l'histoire de la révolution prolétarienne: la trahison!

L'Etat bourgeois fait "l'acquisition" de quelques traîtres afin qu'ils "parlent" à la classe, qu'ils la dissuadent de la possibilité de la révolution prolétarienne. L'Etat bourgeois encense la figure de l'espion, en fait la figure utile idéale, un "modèle de vie".

La misère humaine que met en évidence cette politique ne peut que renforcer la conscience prolétarienne de la nécessité d'abattre cet Etat.

MAIS QUELLE EST LA VERITE SUR L'AFFAIRE MORO?

Nous pensons que la seule vérité soit la vérité historique, qui est légitimée aux yeux des masses par l'avancement du processus historique réel.

Tout le reste n'est que bavardage, versions de parti, suivisme d'agitateurs. La vérité d'Amato et de Savasta peut-elle être considérée comme une nouveauté?

Que Moro ait été séquestré par hasard?

Soyons sérieux!

Ce n'est là qu'une version pour les Imbéciles, tout juste bonne à cacher le seul fait certain: la "Campagne de Printemps" a été l'exploitation d'un projet politique révolutionnaire mis en oeuvre par des avant-gardes communistes combattantes, qui visait à désarticuler le projet politique développé par la bourgeoisie sous le nom de "solidarité".

Ce projet bourgeois se donnait pour objectif la pacification réactionnaire de l'affrontement social, par l'utilisation de l'appareil politique révisionniste comme contrôleur, constructeur du consensus

par la force et espion à l'égard de l'antagonisme de classe. Comme cette farce de procès semble ridicule, face à ces années de lutte de classe et de lutte armée!

Une farce construite autour de via Gradoli, au cours de fébriles réunions de parlementaires -autour des tables bancales de quelque devin en quête de réussite et, d'une manière générale, autour des fantômes créés par le "syndrome du complot".

Aujourd'hui, la vérité historique est sous les yeux de tous! Le projet de "solidarité nationale" est définitivement mort et enterré avec son créateur; emporté, non tant simplement par l'action militaire, que par les dynamiques de classe qui ont motivé cette action et qui, à partir d'elle, ont permis la maturation d'un développement plus avancé.

La mise en cage de la classe, de ses tensions et de sa force n'a pas été possible: le projet a échoué!

Et avec cet échec s'est développé toujours d'avantage dans la conscience de la classe qu'aucun compromis n'est possible entre exploiters et exploités, que le seul rapport entre prolétariat et bourgeoisie est l'affrontement de classe!

Nous revendiquons cependant le fait que les B.R. aient parti ci pé et contri bue de façon décisive à la destruction de ce projet politique antiprolétarien.

Il est donc indéniable que la Campagne de Printemps constitue un moment important du processus révolutionnaire en Italie et en Europe.

L'objectif de ce procès est maintenant de nier cela, ce qui s'est avéré impraticable.

Nous voulons être clairs sur un autre fait, relatif au mandat assigné à l'un de nos avocats de confiance dans ce procès.

Chacune de nos pratiques a pour effet de produire préoccupation et confusion chez la bourgeoisie.

Cela s'est vérifié quand quelque chose s'est mis à ne plus tourner rond, après huit mois de déroulement des audiences.

Ce quelque chose, c'est la nouveauté du fait qu'un avocat, même de manière limitée, soit en condition d'intervenir sur des aspects déterminés présentés par ce procès.

Cette préoccupation et cette confusion se sont manifestés par la présence de gros bonnets de la contre-révolution notoires et importants et par la rumeur officieuse que ce que faisait notre avocat de confiance dans la salle d'audience constituait un délit.

Voilà qui est significatif du peu de solidité des nerfs de la bourgeoisie face à ce qui va dans une direction opposée à la sienne.

A partir de là, deux questions se sont posées: si cela constituait une nouvelle "stratégie" des B.R. dans les procès, ou bien si c'était un retour en arrière vers la pratique du "procès guérilla".

Disons tout de suite que les B.R. n'ont jamais eu de stratégie de procès, mais qu'elles appliquent dans les situations concrètes et spécifiques, et donc aussi dans les procès, leur ligne politique.

Une ligne politique qui n'a jamais été et ne peut être la somme de stratégies particulières.

En effet, dans la phase où l'avant-garde devait affirmer la lutte armée comme rupture politique, et la guérilla comme moment de cette rupture, nous développons dans les tribunaux une pratique tendant à désarticuler l'appareil juridique de l'Etat.

Une pratique que nous avons appelée "procès guérilla", qui répondait aux objectifs fixés par la ligne politique dans la phase de la "propagande armée".

Le changement du cadre politique général, et les tâches différentes découlant de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, imposent une redéfinition de la ligne politique et de l'activité de l'avant-garde dans toutes les situations concrètes, et donc aussi dans les procès.

Face à cette situation, et en présence de nouvelles tâches, le "procès guérilla" ne parvient à avoir une incidence efficace, ni sur le plan de la disfonctionnalisation du procès, ni sur celui de la propagande et de l'agitation: ainsi se réduit-il, justement parce que les conditions ont changé, à un simple témoignage du passé.

Au contraire, il s'agit dans les procès, tout en étant conscients de leur rôle secondaire, non de manifester un antagonisme idéaliste et abstrait, incompréhensible à la classe, mais d'être un point de référence concret, politiquement clair et reconnaissable par le prolétariat; une force révolutionnaire sachant utiliser sa capacité antagoniste non médiatisable avec les intérêts de l'Etat, pour être une indication de lutte et de programme.

Les procès peuvent donc être, même dans les conditions nouvelles, un moment significatif de l'affrontement politique avec la bourgeoisie.

Pour cela, il est nécessaire d'assumer la pratique de la politique révolutionnaire, en profitant de toutes les occasions pour ramener l'attention de la classe sur les problèmes concrets de la lutte de classe et de son développement, l'avant-garde se sert donc aussi des procès pour intervenir efficacement et désarticuler la manière dont la bourgeoisie voudrait actuellement les mener, en cherchant à donner d'elle-même une image de puissance et d'efficacité-.

Et pour, réciproquement, donner une image de défaite de l'avant-garde révolutionnaire et de la possibilité révolutionnaire-même.

Tout cela peut être mené dans les procès par une présence politique active et articulée sur plusieurs niveaux, capable d'entrer dans le vif des contradictions que produit la nature politique-même de ces procès.

Nous clarifierons par la suite, afin qu'il n'y ait pas d'équivoques, qu'il ne s'agit pas d'accepter les lois de la bourgeoisie ni de se perdre dans les mécanismes juridiques et de procédures; mais de déterminer, à chaque fois, l'opportunité d'une intervention en fonction des diverses contradictions qui se présentent.

Le processus révolutionnaire, dans chaque pays et à chaque époque, ne suit jamais un parcours linéaire, géométriquement croissant, mais il est continuellement marqué par des sauts politiques, qui se traduisent par des ruptures avec les formes précédentes de l'affrontement.

Des moments où la classe et son avant-garde, porteurs d'un patrimoine consolidé de luttes et

d'initiatives, doivent affronter une phase nouvelle de de bataille politique, d'expérimentation. Telle est aussi notre expérience.

La lutte armée naquit en Italie au début 70, comme hypothèse révolutionnaire pour le communisme. Elle naquit donc comme rupture subjective de quelques avant-gardes communistes d'avec 20 ans de révisionnisme, comme construction d'un point de référence stratégique révolutionnaire enraciné dans la classe.

La légitimation de ce choix stratégique provenait de la maturité de l'affrontement de classe qui, après les deux années 68-69, avait vu croître, d'une part, le besoin stratégique de la classe d'apporter une réponse au problème du pouvoir et, de l'autre, la nécessité de répondre à la violente contre-attaque bourgeoise mise en oeuvre pour réprimer le mouvement de classe (licenciements d'avant-gardes ouvrières, les massacres d ' Etat et les "chasses aux subversifs" qui s'en suivirent).

Ce choix de rupture se manifestait comme initiative combattante pour propager et enraciner dans le prolétariat la conscience de la nécessité et de la possibilité de la lutte armée pour le communisme.

Il s'agissait donc d'enraciner une idée-force parmi les avant-gardes de classe; d'une bataille politique parmi les communistes pour définir les contours essentiels d'un projet politique révolutionnaire absent depuis 20 ans.

Dans ce cadre, les B.R. ont repris les catégories fondamentales du marxisme-léninisme et mis au centre de leur initiative, justement, le fait d'agir en parti, tout en n'étant évidemment pas un parti; ainsi que la centralité de la classe ouvrière, comme expression du plus haut niveau d'antagonisme contre le capital.

Cela n'avait rien à voir avec une nostalgie livresque, mais était une réalité quotidienne et visible.

C'est en effet à partir du potentiel de lutte et de la conscience politique de la classe ouvrière, accumulés au cours de ces années dans les grandes usines du Nord, de la Pirelli à la Fiat, que s'exprime et se concrétise le saut à la lutte armée, le passage nécessaire pour porter cette force à problème du pouvoir.

Centralité ouvrière donc, comme synthèse de deux éléments de fond de notre analyse: la méthode marxiste-léniniste, qui considère comme centrale la production capitaliste de plus-value, et donc comme centrale la classe ouvrière au sein du prolétariat métropolitain; et l'accumulation matérielle de force et de capacité politique de proposition, exprimée par les luttes au cours de ces années, à leur point le plus élevé.

Cette capacité de rupture et d'affirmation d'une idée-force a marqué dès lors ces 12 dernières années de lutte.

Cette capacité, que nous avons appelée "propagande armée", est un patrimoine prolétarien que personne ne peut nier ni liquider.

L'accumulation de force réalisée à l'intérieur de l'usine par la rupture avec le révisionnisme imposait un nouveau saut politique pour porter cette force accumulée à un stade supérieur.

Un saut permettant de dépasser les limites des thématiques d'usine et les diverses déviations de

l'opéraisme et du syndicalisme armé qui existaient aussi dans le mouvement révolutionnaire au cours de ces années.

Un saut politique qui transforme ce potentiel en projet global de pouvoir contre l'Etat.

La mise en évidence du projet néo-gaulliste et la séquestration de Sossi matérialisèrent pour la première fois le mot d'ordre d'"attaque au coeur de l'Etat", par lequel la lutte armée dépassa l'idée-force pour devenir hypothèse politique stratégique, point de référence révolutionnaire pour l'ensemble du prolétariat, en plus que pour la classe ouvrière.

S'il faut relever l'aspect positif de cette période de propagande armée: avoir posé au centre de l'initiative, l'axe stratégique d'attaque "au coeur de l'Etat"; en revanche, on négligea alors le problème de la tactique et d'une stratégie révolutionnaire qui puisse, dans ce contexte, orienter concrètement l'affrontement de classe.

Ou encore, on se limitait à une riposte au coup par coup contre les projets de l'ennemi, sans cependant expliciter un quelconque projet prolétarien.

Pendant ces années, cette limite était peu perceptible, du fait de la nature-même des tâches que la guérilla se fixait. Elle est devenue explosive après 1978.

Dans les années précédant la Campagne de Printemps, on assista à un développement incessant de l'antagonisme prolétarien.

Dans toutes les grandes villes italiennes, ce développement s'effectua hors des formes d'organisation prolétariennes traditionnelles et institutionnelles.

Ce phénomène, que nous avons appelé "autonomie ouvrière", allait bien au-delà du mouvement politique autonome.

Au cours de ces années, la propagande armée entra en un large rapport dialectique avec les avant-gardes prolétariennes de tous les secteurs de classe, en influençant le débat, la formation politique, les pratiques politiques de lutte.

Les luttes ouvrières qui sortaient fréquemment des limites de l'usine, et le mouvement de 77, -avec la multiplicité et la radicalité de ses formes, donnaient corps et vitalité à un mouvement antagoniste et à un mouvement révolutionnaire de vastes dimensions.

Dans le même temps la bourgeoisie, aux prises avec la crise économique et la forte présence de l'antagonisme prolétarien, mettait au point un projet politique articulé permettant d'affronter la nécessité d'une restructuration globale de la production, en cherchant à contrôler l'affrontement de classe par toutes les médiations possibles.

C'est à cela que servait l'insertion des révisionnistes, à qui était confiée la tâche de construire le consensus prolétarien autour des choix du capital, en échange d'un "parfum" de participation au gouvernement.

En d'autres termes, en plus que dans la conscience subjective des B.R., c'est la réalité-même de l'affrontement qui mit sur le tapis l'exigence prolétarienne de "faire sauter" le projet néo-corporatiste

baptisé "solidarité nationale" et de construire la force politique révolutionnaire de toute la classe, capable de rassembler autour d'une stratégie, tout le potentiel révolutionnaire existant-.

Avec la Campagne de Printemps, les B.R. opèrent la synthèse politique et la rupture subjective nécessaires permettant de donner une solution à ces deux exigences.

La D.C. est l'âme noire du système d'exploitation et de pouvoir en Italie, l'ennemi reconnu et attaqué lors de 30 années de lutte prolétariennes.

Moro était le stratège le plus important du projet de "solidarité nationale".

Comment la bourgeoisie a-t-elle réagi pendant la Campagne de Printemps?

Elle était coincée entre deux possibilités, qui toutes deux étaient des défaites.

La Campagne de Printemps avait déjà détruit "le projet de "solidarité nationale".

Pour cette raison, toute possibilité de "sauver ou non Moro" n'était plus fonction que des différentes batailles en cours entre les partis pour récupérer, chacun à son profit, le "cadavre" de la "solidarité nationale".

Avec la Campagne de Printemps, la capacité de désarticulation atteinte est telle qu'elle exalte et amplifie le rôle politique de la lutte armée: au point que de nombreuses avant-gardes, au sein desquelles sont représentées diverses couches du prolétariat métropolitain, font leur la pratique combattante, comme formé de lutte permettant de donner plus de force à leur "capacité contractuelle".

L'ample développement de la pratique combattante et des luttes autour des B.R. crée un climat de profonde attente politique.

A la lumière de la Campagne de Printemps, les thèses qui défendent la lutte armée pour des secteurs de classe antagonistes particuliers, ou comme coordination de la guérilla diffuse, apparaissent clairement inadéquates.

Mais, plus que la bataille politique interne au mouvement révolutionnaire, le fait qui compte est que la critique de masse au révisionnisme et à la ligne liquidatrice du "compromis historique", posait le problème de la construction du Parti Communiste Combattant et de la définition d'une stratégie qui, mettant au centre l'intérêt général de la classe, engendre une tactique révolutionnaire adaptée au nouveau contexte.

La Campagne de Printemps posait donc le problème de dépasser la configuration limitative d'O.C.C., pour pouvoir commencer à occuper, grâce à une stratégie et une tactique révolutionnaires adéquates, l'espace politique que la conscience de classe elle-même, à des niveaux de maturité divers, avait contribué à ouvrir.

L'espace pour une force politique révolutionnaire et combattante en mesure de diriger l'ensemble de la classe et non seulement les avant-gardes déjà militantes.

Pour paraphraser Lénine, nous disons qu'une force politique démontre son sérieux en mettant en lumière sans réticences les erreurs qu'elle a commises, sans craindre l'instrumentalisation que

l'ennemi pourrait faire de cette autocritique.

Notre devoir révolutionnaire à l'égard du mouvement de classe est de faire ce bilan, afin que se construise une dialectique donnant vie aux contenus les plus avancés de cette expérience politique.

Il est de notre devoir de défendre ce patrimoine contre tous ceux qui veulent le liquider, quand bien même en se dissimulant derrière une phraséologie pseudo-transgressive, extrémiste, anarchiste.

La conclusion de la Campagne de Printemps nous a mis devant un très vaste antagonisme de classe, différencié par ses niveaux de conscience, ses pratiques de lutte et ses formes organisées, qui se tournait vers nous comme moment de référence et comme possible direction révolutionnaire.

Un mouvement qui nous demandait: "Que faire?" Nous avons répondu à cette question en lançant le mot d'ordre: "conquérir les masses sur le terrain de la lutte armée".

Ou plutôt, non avons proposé à toute la classe les mêmes critères et formules organisationnels qui avaient caractérisé notre bataille politique parmi les avant-gardes communistes.

Nous avons simplement proposé l'extension quantitative de la lutte armée, selon une conception essentiellement guérillériste du développement du processus révolutionnaire dans notre pays.

La lutte armée dans les métropoles revêt certainement la forme de la guérilla, mais ne doit pas en assumer la conception. Assumer cette conception dans notre pays a été une erreur.

SUR QUOI REPOSAIT CETTE ERREUR?

La désarticulation complète du projet politique de "solidarité nationale" avait remis en question les équilibres entre les bourgeois et entre les classes.

Au-delà des déclarations belliqueuses des notables de la D.C., il apparaissait clairement que personne n'était en mesure de postuler au rôle de médiateur entre les coteries internes.

Mais surtout, personne n'était capable de formuler une proposition politique de longue haleine. Au cours des années suivantes, en effet, la "solidarité nationale" a toujours plus été un "esprit", évocateur d'un projet politique mort et enterré.

C'était un fait concret et indiscutable. Tout comme l'était la fin de l'illusion berlinguéenne. Une donnée de fait que nous interprétions cependant comme l'épuisement de l'usage de la médiation politique interclassiste par la bourgeoisie.

Nous en arrivions à dire: "dans les conditions nouvelles créées par la Campagne de Printemps, la bourgeoisie est contrainte de transférer ouvertement sur le terrain militaire le contrôle qu'elle réussissait jusque là à exercer à travers les appareils politico-syndicalo-idéologiques".

Cette façon de raisonner revenait à nier que l'Etat, même gravement défait sur un projet politique précis, n'en continuait pas moins à remplir la fonction de régulateur bourgeois de l'affrontement social, grâce à un savant dosage d'interventions tant politiques que militaires.

Au point que la bourgeoisie, bien que ne réussissant pas à définir un projet politique global, réussissait malgré tout à prendre des initiatives, quand bien même contradictoires et à court terme, sur les noeuds des politiques économique et institutionnelle; et à rétablir l'unité des forces politiques

autour des soi-disant lois "antiterroristes" ou sur l'ensemble des mesures d'attaque tant contre la lutte armée que contre les formes consolidées de l'antagonisme prolétarien (telles que la mobilisation de rue).

C'est ainsi que nous avons perdu toute capacité de découvrir et d'attaquer le projet politique constituant le véritable "coeur de l'Etat" et nous nous sommes engagés dans la voie de l'attaque aux structures de l'Etat, au réseau de ses articulations et de ses appareils.

Cette conception a produit deux erreurs symétriques et complémentaires: sur le terrain de la pratique combattante où elle a intensifié et fragmenté l'initiative, la conduisant à reposer l'intervention contre la D.C., les corps militaires et les chefs d'ateliers; sur le terrain de la direction du mouvement antagoniste, où elle a limité aux niveaux uniquement des mouvements qui pratiquaient déjà des formes de lutte armée, la possibilité concrète d'une dialectique politique qui s'offrait à nous.

C'est ainsi que nous ne placions pas au centre de notre activité politique tous ces niveaux de conscience et d'organisation prolétariennes qui, tout en n'assumant pas encore de pratique armée, se situaient toutefois comme mouvement hors et contre les représentations parlementaires actuelles, hors et contre la politique bourgeoise.

Le rapport entre ceux qui, comme les B.R., agissaient en parti révolutionnaire et la classe, se dégradait et se limitait au rapport organisation-mouvement révolutionnaire; un rapport ne parvenant pas à concevoir le rôle décisif des masses dans l'affrontement politique général.

Notre analyse erronée de la crise capitaliste contribuait organiquement à cela. La vision de la crise comme crise irréversible, permanente, servait de toi le de fond à la fin de la fonction de la politique dans le rapport d'affrontement entre les classes.

La dégradation imminente des conditions de vie aurait contraint la classe à empoigner spontanément les armes pour défendre ses besoins immédiats.

Cela mène en fin de compte à une vision de la lutte armée comme le tout de la politique révolutionnaire dans la métropole. A la fin de cette pente idéaliste, on aboutit à cette conception déformée de la réalité actuelle comme "guerre sociale totale", si bien illustrée par la pratique du "Parti-Guérilla".

C'est à ce point que l'idéalisme subjectiviste trouve à s'affirmer au sein des B.R. également.

Un fois perdue la possibilité de cerner le projet politique dominant de la bourgeoisie, la ligne politique "conquérir les masses sur le terrain de la lutte armée" se concrétise comme pratique combattante pour les besoins prolétariens particuliers, comme propagande pour vaincre sur ces besoins.

Un tel dispositif théorique a produit la conception dite du "système du pouvoir rouge".

La caractéristique constante de toute cette construction théorique était la pratique armée, ce qui nous a amené à osciller continuellement entre le fait d'assumer comme référent unique les aires de mouvement déjà combattantes, et le fait de considérer les mouvements de masse qui s'opposaient et

s'opposent aux processus de restructuration de la bourgeoisie, comme "sur le point de s'armer".

En d'autres termes, en parlant à tort et à travers de masses armées, nous nous limitons à des structures combattantes plus ou moins restreintes, ou bien nous voyions ces dernières comme l'anticipation du parcours qu'auraient emprunté les masses.

TEL N'EST PAS LE PARCOURS DE LA REVOLUTION DANS LES METROPOLES.

Concevoir la lutte armée comme une "forme de lutte", comme une méthode pour vaincre sur des besoins particuliers, est la base théorique qui a mené d'abord au morcellement des initiatives politiques, puis aux scissions organisationnelles. Voyons pourquoi.

Le prolétariat n'est pas une totalité homogène, une somme de figures indistinctes et équivalentes, mais un ensemble de figures différenciées par leur position propre dans le procès de production et reproduction des rapports sociaux capitalistes.

Ce sont des différences qui pèsent dans la compréhension des rapports réels existants, la disposition de chaque couche de classe particulière.

Chaque couche du prolétariat a donc un ensemble d'exigences matérielles, culturelles et politiques (que l'on appelle généralement besoins) qui, d'une part, l'identifient et la socialisent de manière précise et, de l'autre, la différencient de toute autre couche.

Le fait de mettre au centre de l'initiative les "besoins", plutôt que l'attaque au projet politique dominant, conduit à diviser les initiatives elles-mêmes, en les calquant sur les différentes particularités.

C'est ce qui s'est vérifié.

A partir de 1980, chacune des colonnes de l'organisation situées dans les pôles métropolitains a abordé le problème de l'enracinement dans les situations en assumant certaines contradictions qui s'exprimaient localement; contradictions différant d'une ville à une autre. Un plus grand enracinement et la désagrégation de la ligne politique allèrent de pair.

Privée d'une ligne politique qui saisisse la contradiction principale (celle entre mouvement de classe et pratique de la bourgeoisie), et l'aspect principal de cette contradiction : le projet politique dominant dans une conjoncture donnée; privée donc d'une identité de ligne, de stratégie générale, mesurée sur une situation concrète, l'Organisation Brigades Rouges a fini par revêtir autant d'identités qu'il y avait de pôles principaux d'intervention.

Les scissions de 1981 sont le couronnement organisationnel d'un processus de fragmentation politique en œuvre depuis longtemps.

Pour renverser ce processus de désagrégation, il était donc nécessaire d'établir un rôle politique de direction qui se fonde principalement sur la détermination du projet politique dominant de la bourgeoisie.

Celui-ci se saisissant dans l'aggravation de la crise de l'impérialisme, contraignant celui-ci à une attitude toujours plus agressive dans les différentes aires de la chaîne impérialiste.

On déterminait donc à partir de la fonction de l'O.T.A.N, en Europe et en Italie, la fonction de ses liens politico-militaires, en particulier dans notre pays, qui devenaient par conséquent celle d'augmenter les dépenses militaires aux dépens des dépenses sociales et, d'une manière générale, celle d'attaquer les conditions d'existence du prolétariat.

Il a certainement été correct de jouer, avec l'opération Dozier, un rôle d'avant-garde qui a permis de restituer une identité politique aux "B.R. pour la construction du P.C.C.", et aussi parce que cette opération a eu lieu en liaison dialectique étroite avec les initiatives combattantes développées par les autres forces révolutionnaires dans toute l'Europe.

Mais, en attaquant l'OTAN, en privilégiant, conformément à l'ancienne orientation, le seul aspect de la désarticulation du projet ennemi, sans nous rapporter concrètement et politiquement à l'activité générale des masses, nous avons épuisé notre initiative dans un affrontement frontal (et dans ce cas perdant) avec l'appareil impérialiste.

Et sans assumer non plus la direction des mouvements de lutte qui, dans les usines et dans la rue, commençaient à revêtir une physionomie précise, objectivement anti-impérialiste. L'opération naquit et mourut dans la mer de problèmes mal posés qui l'accompagnait.

La défaite subie avec l'opération Dozier et la vague d'arrestations qui s'ensuivit grâce aux traîtres, la disparition simultanée d'autres hypothèses de guérilla, nous ont obligé en tant qu'O.C.C., à remettre en question l'ancienne configuration politique générale, des noeuds théoriques à la ligne politique.

En bref, la définition du rôle que doit avoir la lutte armée dans l'organisation et dans la direction du processus révolutionnaire en Italie.

Au cours de la dernière année, les "B.R. pour la construction du P.C.C." ont commencé à prendre conscience de l'épuisement de la validité et de l'inadéquation générale d'une configuration théorico-politique qui, dans la pratique sociale, a laissé du champ aux principales variantes de l'idéalisme subjectiviste.

Elles ont donc commencé à rechercher le "Que faire?" pour construire une nouvelle configuration, en critiquant dans les faits le caractère linéariste et progressif de l'ancienne et en se réappropriant le concept de processus révolutionnaire ininterrompu et par étapes.

Un processus qui connaît des victoires et des défaites, des reculs et des avancées; un processus qui ne peut se mesurer uniquement au développement de la forme-guérilla.

D'une manière générale, nous n'avons pas placé au centre de l'autocritique les "écrits de l'Organisation", mais nous avons plutôt relu notre pratique sociale, notre rapport avec les masses, notre élaboration théorique, à partir de la réappropriation révolutionnaire du marxisme-léninisme.

L'initiative combattante est, aujourd'hui plus que jamais, la condition de l'existence et du déploiement de la politique révolutionnaire, justement parce que l'initiative armée, si elle se réfère exclusivement à la forme-guérilla, à ses projets et contenus révolutionnaires, n'a pas de capacité offensive concrète.

A la longue, elle devient endémique et peut donc être facilement anéantie par l'Etat.

Ce n'est pas un hasard si toutes les formes de guérilla qui ont glissé sur la pente de l'idéalisme subjectiviste, quand ce n'est pas tout bonnement du terrorisme pur et simple, ont été complètement anéanties, et si leur activité a été durement critiquée par le mouvement révolutionnaire et considérée comme étrangère par le mouvement antagoniste de masse.

Pour pouvoir construire une configuration théorique et politique et une nouvelle ligne, les "B.R. pour la construction du P.C.C." ont proposé la "retraite stratégique" pour replacer au centre de l'initiative l'activité générale des masses.

La proposition de "retraite stratégique" était cependant adressée aux O.C.C. et non à la classe, justement parce qu'on en avait constaté l'arriération, et donc l'absence de direction réel de ces organisations, à l'intérieur desquelles, comme le dit Lénine, "il y a des gens qui sont prêts à présenter les insuffisances comme des vertus, et même à tenter de justifier théoriquement leur propre soumission servile à la spontanéité".

Une retraite, donc, d'une position qui n'était pas réellement avancée (comme on a pu bêtement le penser), qui était une position concrètement inadéquate aux nouvelles tâches de la phase et donc, en dernière instance, à la traîne des masses.

Se retirer dans les masses n'a cependant jamais signifié "se dissoudre dans le mouvement pour repartir à zéro", ni abandonner la stratégie de la lutte armée pour le communisme.

Cela signifie au contraire reconquérir la confiance et la solidarité de la classe.

Cela signifie lutter contre les projets de dissociation et de reddition, reconstruire une direction politico-militaire au sein de la classe, en se rapportant aux différents niveaux de l'antagonisme, sans pour autant perdre l'autonomie relative de notre Organisation.

Cela signifie éviter des erreurs encore plus graves que celles commises précédemment en abandonnant une configuration qui, ne plaçant pas au centre l'activité générale des masses, était évidemment arriérée par rapport à la direction révolutionnaire objectivement par le mouvement antagoniste.

En ce sens, l'Organisation a entamé un processus de critique-autocritique-transformation au sein du mouvement révolutionnaire et du mouvement antagoniste du prolétariat métropolitain.

Elle a analysé la nature des erreurs pour chercher à les dépasser et pour se mesurer, à travers la définition d'une politique révolutionnaire, à la réalité concrète dans laquelle vit, et dans laquelle est possible et nécessaire, le développement de la révolution prolétarienne.

Dans la dialectique continuité-rupture par rapport à la pratique sociale, l'Organisation a donné, ces dernières années, la priorité à la rupture, pour l'abandon d'une configuration théorico-politique traversée de profonds vices d'idéalisme subjectiviste, et qui n'était pas basée sur l'analyse concrète de la réalité concrète.

La rupture avec les erreurs du passé implique aussi de rétablir la continuité avec l'histoire des B.R., avec leur pratique sociale de combat, qui a marqué ces dix années de lutte de classe en Italie, par la réappropriation en particulier de cette pratique si combien significative et efficace politiquement que

fut la Campagne de Printemps, qui a donné force et originalité aux possibilités de développement du processus révolutionnaire dans la métropole impérialiste.

Cela ne veut pas dire continuer sur la ligne de la propagande armée, pratique dont cette campagne a marqué l'épuisement objectif.

Cela signifie réévaluer et exalter la force politico-militaire que représente le fait de porter l'attaque "au coeur de l'Etat dans cette conjoncture, de désarticuler un cadre politico-institutionnel .

Ce patrimoine ne peut être anéanti par la reddition d'une poignée de traîtres, et encore moins par la ligne ' liquidatrice portée par un régiment de "gurus" convertis au rôle de "nouveaux philosophes".

On ne peut pas annuler un parcours historiquement déterminé de la lutte de classe gravé dans la mémoire du prolétariat.

Telle est la signification de notre choix de "retraite stratégique", pour reposer aujourd'hui un dispositif actif et combattant au sein des tâches nouvelles et complexes de cette phase du processus révolutionnaire.

Les éléments acquis au cours de ce débat suffisent à permettre la reprise d'une initiative politique et combattante mettant au centre l'activité générale des masses.

Avant de poser des points de référence pour un projet politico-révolutionnaire, il faut entrer au coeur de l'analyse de cette phase, en analysant les vieilles confusions et approximations.

La crise actuelle est une crise générale du mode de production capitaliste.

C'est une crise de surproduction absolue de capital qui dure depuis plus d'une décennie.

La crise générale caractérise donc la phase historique actuelle, dans laquelle l'exigence capitaliste d'une reprise de l'accumulation, et en conséquence le saut de la composition organique du capital qui permette de valoriser au maximum la révolution technologico-industriel le contemporaine (déjà en oeuvre, du reste), ne peuvent être donnés que par la destruction des forces productives en surplus et des moyens de production dépassés, tant en termes de valeur qu'en termes physiques.

Les exigences du capital, mises à nu par la crise, induisent dans le système impérialiste une série de réponses économiques, politiques et militaires: en un mot, de projets politiques globaux visant à dépasser la crise même.

La mise en pratique de ces réponses globales provoque des oppositions et des affrontements qui témoignent de l'aiguïsement de la contradiction principale entre bourgeoisie impérialiste et prolétariat international, et de toutes les contradictions interimpérialistes et, parmi elles, celle surtout entre l'aire à domination américaine et le social-impérialisme.

Un fois encore, la tentative bourgeoise de dépassement de la crise générale du capital prend la forme de la guerre; et donc aujourd'hui, de la perspective de la guerre interimpérialiste.

Si telle est la tendance, l'issue obligée, la perspective dans laquelle se meuvent l'ensemble des dynamiques de restructuration capitalistes dans cette crise, cette affirmation demande cependant à être précisée, en indiquant à quel stade de mûrissement de la perspective de guerre on se trouve.

En effet, la guerre n'est pas une explosion de violence improvisée et imprévisible, mais la conclusion obligée d'un processus complexe au cours duquel les caractéristiques fondamentales de chaque formation économique-sociale se modifient globalement.

En d'autres termes, chaque guerre mûrit dans cet ensemble de modifications, même si le motif- de déclenchement ou le lieu d'explosion sont fortuits, non prémédités par les parties en cause.

Il est fondamental de définir en termes conjoncturels l'état concret de mûrissement de la tendance à la guerre pour esquisser une stratégie révolutionnaire et une tactique se basant sur l'analyse concrète d'une situation concrète.

Quand nous parions de "tendance à la guerre", nous entendons la guerre entre l'impérialisme à dominante américaine et l'aire à dominante soviétique.

Nous estimons donc que toute conception partant d'une guerre entre "système impérialiste mondial" et "prolétariat mondial" est absurde et déviante.

Non parce qu'un impérialisme serait préférable à l'autre, mais parce que l'essence de l'impérialisme est d'être "l'époque de la guerre entre les grandes puissances pour l'intensification et l'accroissement de l'exploitation des peuples et des nations" (Lénine).

En considérant les éléments qui caractérisent la conjoncture internationale actuelle, nous constatons que c'est la récession productive qui constitue le principal phénomène économique.

Qui dit récession dit annulation, voire inversion, du taux de croissance des activités productives.

Et donc, diminution relative et absolue de la masse des marchandises produites, des usines en activité, des ouvriers employés, du capital opérant comme tel.

Une récession aggravée par la restructuration technologique contemporaine et par les politiques de réduction de l'inflation.

La gestion contrôlée de la récession est actuellement le "credo" économique de l'immense majorité des pays capitalistes avancés.

Comme toutes les politiques "anticycliques", elle peut aussi, dans l'immédiat, jouer un rôle de frein; mais à long terme, elle amplifie et multiplie les caractères fondamentaux de la tendance dominante: la guerre impérialiste.

La majeure partie des procès de restructuration en cours dans tout l'Occident, constitue un ensemble contradictoire d'initiatives dont la réalisation fait, de toute façon, effectuer des sauts en avant concrets dans la perspective de la guerre.

Nous le définissons comme "procès de restructuration en cours pour la guerre impérialiste".

C'est donc un procès qui naît de la nécessité, pour chaque capital particulier, de se tailler sa propre part de marché et de profits dans le cadre d'une concurrence plus impitoyable et, pour cela, d'abaisser ses coûts à un niveau moyen permettant de continuer à exister comme capital.

Mais dans le même temps, ce procès n'est pas purement spontané: il se ressent d'une concertation internationale sur les éléments fondamentaux des flux du commerce et des marchés financiers.

Les Etats sont donc les centres névralgiques où les diverses fractions de la bourgeoisie (autochtone et multinationale), et les représentations plus ou moins institutionnalisées du prolétariat médiatisent leurs intérêts contradictoires en définissant les conditions générales, le "milieu économique" le plus favorable à l'exploitation de la classe ouvrière et l'extension de la concurrence.

La "restructuration pour la guerre impérialiste" n'est donc pas exclusivement économique, mais globale: elle bouleverse tout l'équilibre des formations économique-sociales de l'aire impérialiste.

En Italie les nœuds sur lesquels se définit le sens général de ces procès sont représentés par une restructuration de l'Etat:

- sur le plan économique: l'adoption d'une politique déflationniste détruisant les mécanismes de défense automatique des conditions d'existence du prolétariat (comme l'échelle mobile); une politique économique qui inverse la priorité des dépenses, en réduisant de manière drastique toutes les dépenses d'assistance, de la santé aux retraites, des allocations à la "cassa integrazione", dans le cadre d'une réduction des dépenses publiques et d'une augmentation, dans le même temps, des dépenses militaires et des investissements pour la restructuration.

- sur le plan militaire : le rôle impérialiste actif joué en Méditerranée, au Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique.

Ce qui implique, en plus de l'augmentation des dépenses militaires, la redéfinition d'une stratégie internationale de

l'Italie.

- sur le plan institutionnel: des modifications conformes à la nécessité de rendre de telles transformations générales opérationnelles.

Ce qui signifie la fin de la politique de médiation interclassiste entre accumulation et distribution sociale; ce qui se traduit immédiatement par un attaque générale contre la classe pour la battre, tant sur le terrain de ses conditions de vie que sur le terrain politique.

Cet aiguisement de l'affrontement a des conséquences sur le cadre politique institutionnel et bouleverse la structure même des institutions étatiques , la sphère juridique, le rôle des appareils préventive-répressifs, etc..

En conséquence, le scénario politique connaît lui aussi une polarisation autour des stratégies possibles.

D'un côté, nous voyons apparaître toujours plus clairement un amas de coteries qui se rassemblent autour d'une ligne politique globale en harmonie avec les exigences générales de l'impérialisme.

Le rapport entre cette ensemble et la politique reaganienne n'est pas, comme nous l'avons simplifié par le passé, un rapport de dépendance mécanique.

Il consiste plutôt à faire siens les intérêts impérialistes globaux, à tenter d'imposer dans la formation économique-sociale italienne les modifications déjà conformes à ces intérêts, à mettre sur pied un projet politique articulé.

Il ne s'agit cependant pas d'un groupe de "fonctionnaires de l'empereur", mais d'un personnel politique qui se propose comme régent et allié fidèle. C'est cet ensemble que nous appelons "parti de la guerre".

Non qu'il soit identifiable à un parti ou banalisé en une série de structures et d'institutions.

Mais parce qu'il se polarise autour de quelques éléments généraux du projet politique grâce auquel il est possible d'harmoniser la politique italienne avec la perspective dominante, accélérée par la politique américaine actuelle.

Nous identifions dans les divers Merloni, De Mita, Craxi, Lagorio, Benvenuto, les chefs de file du "parti de la guerre": certes pas en tant que secrétaires d'un "super-parti", mais comme les dirigeants politiques principaux qui, autour du projet impérialiste luttent (entre eux aussi) pour imposer l'hégémonie d'une ligne particulière.

La conquête du leadership du "parti de la guerre" est une bataille où tous les coups sont permis, et qui trouve un terrain fondamental dans le rapport privilégié avec l'administration Reagan, et avec la Maison Blanche, une destination de pèlerinage quotidien.

A ce jeu, De Mita et son équipe se taillent la part du lion; tout comme le P.S.I., qui en a même trop fait en attisant les polémiques sur les "pistes de l'Est".

Sur le front intérieur, la D.C., alors qu'elle cherche un rapport organique avec le grand patronat et trouve en Merloni un répondant idéal, est à son tour contrainte de se restructurer comme parti et comme système de pouvoir; à pas comptés car elle doit rompre avec dix ans de recherche de la gouvernabilité par le consensus.

A ce tournant, elle impose au P.S.I. de se situer sur le fond, en l'attaquant et en lui rognant le terrain sur lequel Craxi et sa bande avaient fondé leurs prétentions au rôle de régents: le rapport privilégié avec la grande bourgeoisie financière et industrielle.

Les contenus essentiels du programme autour duquel se rassemble ce "parti de la guerre" sont sous les yeux de tous.

En effet, le gouvernement Fanfani lui-même, après une première fanfaronnade programmatique, n'a pas du tout fait marche arrière en opérant des médiations, mais il a réalisé au contraire, par de savants dosages, un pas en avant consistant dans le démantèlement de l'Etat providence.

Si, d'une part, ces dosages sont rendus nécessaires par la forte opposition de classe (avec qui l'affrontement de classe est toutefois anticipé et recherché); de l'autre, ils jouent le rôle de médiation avec la nécessité de sélectionner soigneusement les aires et les intérêts à frapper au sein même des blocs sociaux qui soutiennent les partis de gouvernement.

L'augmentation des dépenses militaires éclaire parfaitement la nature et la direction dans laquelle s'engagent les procès de restructuration en cours.

On cherche à construire une société "austère", où les coûts de reproduction sociale du prolétariat soient comprimés au maximum, et dont l'unique perspective soit la participation active à la guerre interimpérialiste.

L'armée italienne elle-même est conçue, dans cette perspective, comme une armée d'"expéditions" parfois sous l'étiquette de la "paix", et non plus comme les lignes arrières de l'O.T.A.N. avec pour tâche la "défense des frontières".

Dans la logique du "parti de la guerre", la politique de la Confindustria et la politique du gouvernement tendent à coïncider dans leurs finalités et à se coordonner réciproquement dans leur gestion des compétences.

L'irrésistible affirmation du "parti de la guerre" a contraint la gauche institutionnelle à régler ses comptes avec la défaite de la ligne du "compromis historique", ligne qui a provoqué des dégâts incalculables dans le tissu prolétarien, en se faisant complice d'une furieuse attaque contre l'antagonisme prolétarien et la politique révolutionnaire qui, dans cette conjoncture, orientait la classe contre la D.C. et le projet néocorporatiste.

Cette nouvelle disposition du cadre politique déterminera et sera déterminée par l'affrontement de classe. Elle s'aiguïsera sous la poussée des procès de restructuration. La nouvelle stratégie du P.C.i, est l'alternative démocratique.

Cette hypothèse se base, dans son imprécision, sur la possibilité technique que s'affirme, dans le cadre des alliances de l'O.T.A.N, une ligne européenne, autonomiste et "de gauche", capable de pousser à ce que prévale une politique de détente entre l'Est et l'Ouest, pour rompre avec la bipolarisation.

Sur le plan inté-rieur, les éléments de programme, de politique économique, etc. contenus dans cette hypothèse, prétendent "faire face en créant, en même temps, des conditions nouvelles pour le développement des forces productives.

En substance, alors que l'on repropose les "réformes" (peut-être une nouvelle fois de "structure"), on part à la recherche d'une nouvelle disposition des forces pour les soutenir.

Pour ce faire, le P.C.I. pousse, d'un côté, à la recherche d'un rapport unitaire avec le P.S.I.; et de l'autre, il met en oeuvre des initiatives visant à récupérer les tensions du prolétariat et des mouvements antagonistes qui lui érodent la base sociale.

Le P.C.I. se trouve porté d'un côté, à reprendre un rapport avec le P.S.I., et de l'autre, à tenter d'hégémoniser, en soutien à son hypothèse, les mouvements et les contenus qu'ils expriment.

Et ceci, tant sur le terrain de l'opposition à la politique économique du gouvernement, que sur le terrain des contenus antiimpérialistes (paix, désarmement, etc.).

C'est ainsi que dans l'hypothèse même d'une alternative, un ensemble de contradictions se meut dès à présent, qui commencera bien vite à mûrir à l'intérieur du P.C.I., et entre le P.C.I. et les autres forces de la gauche institutionnelle, mais surtout entre le P.C.I. et la classe.

Du point de vue de la classe, la nouveauté qu'une telle situation politique introduira dans l'affrontement pour les prochaines années, doit être comprise et suivie. En premier lieu parce que la défaite (historique, celle-là) du compromis avec la D.C. imposera au P.C.I. et à une partie du syndicat une politique d'affrontement sur les nœuds principaux.

L'effritement simultané de la chape de plomb représentée par la solidarité nationale, créera des conditions favorables au développement de l'autonomie ouvrière, en ouvrant des espaces objectifs pour une politique révolutionnaire sachant définir son programme autour de ces noeuds et déterminer la force prolétarienne avec laquelle se dialectiser sur les terrains de l'affrontement actuel.

Dans le cadre général de l'attaque politique et matérielle portée par le "parti de la guerre" contre le prolétariat, l'affrontement de classe va donc au-delà des différents sectoriels de couches prolétariennes particulières, pour se situer au niveau où se redéfinit le rapport entre l'Etat et la classe.

C'est là une donnée objective que la classe a saisi ces jours-ci, en déplaçant l'affrontement du terrain spécifique de l'usine à celui de l'opposition générale à la bourgeoisie, pour construire un rapport de force qui pèse réellement sur l'ennemi principal en ce moment: la politique économique du gouvernement.

Face à l'attaque politique contre tout le prolétariat, la classe, et principalement la classe ouvrière, répond sur un terrain politique de pouvoir, fait apparaître dans la pratique la nécessité de s'opposer en tant que classe, et non en tant que secteurs particuliers et dispersés.

Contre les aspects immédiats de la restructuration politico-militaire, et donc contre les conséquences concrètes découlant du rôle confié à l'Italie dans le dispositif de l'O.T.A.N., un vaste mouvement de masse contre l'installation des euromissiles et le doublement des dépenses militaires s'est formé aussi en Italie.

Par sa valeur objectivement anti impérialiste, ce terrain apparaît comme un obstacle important dressé par les masses devant la politique impérialiste dans la zone, et donc en opposition à l'Etat.

De ce fait, il est en même temps un terrain fondamental de développement d'une politique de classe révolutionnaire et antiimpérialiste, parce qu'il ne peut y avoir de stratégie qui ne tienne compte de l'appartenance à l'O.T.A.N., et donc qui ne mûrisse en son sein et dans la classe, la conscience que tout processus de libération du prolétariat métropolitain de l'exploitation ne peut intervenir que par une dure et longue lutte contre la guerre et la barbarie impérialistes, pour faire sortir l'Italie de la chaîne impérialiste.

Ce terrain est aussi celui où se reconstruit un authentique internationalisme prolétarien qui, par les caractéristiques de masse qu'il peut et doit recouvrir, ne peut être contenu et circonscrit dans les seules formes combattantes.

Le procès de restructuration en cours traverse aussi, évidemment, la sphère répressive-préventive, bouleversant le droit bourgeois lui-même, introduisant la torture et organisant la police et les carabinieri en bandes spéciales.

Cette redéfinition des appareils répressifs et préventifs est aujourd'hui dirigée contre le mouvement révolutionnaire. Mais elle sera orientée, dans l'affrontement de classe et en des termes différenciés, contre toute la classe.

Cette redéfinition dirige aujourd'hui ses initiatives vers la prison en particulier et oeuvre à la liquidation de l'hypothèse révolutionnaire de la lutte armée pour le communisme.

Le plan sur lequel se déroule l'affrontement est donc un plan politique général.

Par le contenu des politiques contre lesquelles lutte la classe, c'est un plan qui objectivement est un plan de pouvoir.

La conscience avec laquelle la classe descend sur ce terrain est cependant déterminée par la position politique qui y est encore hégémonique, et donc par le P.C.I. qui tente d'orienter la lutte prolétarienne vers le terrain démocratico-réformiste, voué à la faillite étant donné le cadre des relations intérieures et internationales.

Pour la classe, vaincre ou échouer dans cette conjoncture se mesure par sa capacité de généralisation de la résistance à l'attaque d'une part, par sa capacité, d'autre part à entraver et à s'opposer au projet de restructuration actuel afin qu'il ne passe pas.

Dès aujourd'hui donc, la spontanéité prolétarienne exprime son activité générale en luttant contre les mesures spécifiques de la restructuration pour la guerre: contre la politique économique de l'Exécutif, contre le doublement des dépenses militaires, l'installation; des euromissiles et la perspective de la guerre".

On peut prévoir l'aiguinement, dans un proche avenir, de l'affrontement de classe sur ces terrains étant donné que les mesures contre lesquelles on lutte aujourd'hui ne sont que des aspects d'une restructuration qui est encore toute à déployer comme attaque à venir contre l'emploi, le coût du travail et les dépenses sociales; des mesures qui auront pour contrepartie la multiplication des bases de l'O.T.A.N. et des bases de missiles, ainsi que la croissance de la militarisation et du contrôle social.

L'autre aspect auquel se mesurent les victoires et les défaites de la classe est la capacité de l'avant-garde communiste combattante à intervenir dans cette résistance pour faire effectuer un saut au mouvement de classe contre la politique impérialiste.

Agir dans cette résistance signifie en premier lieu cerner le projet politique dominant de la bourgeoisie impérialiste et la manière dont il se matérialise dans la conjoncture.

L'initiative combattante doit être dirigée contre ce projet, pour recomposer tout l'antagonisme prolétarien actuellement fractionné en divers mouvements aux contenus spécifiques et différenciés.

On peut et on doit réunifier et orienter le mouvement prolétarien antagoniste, afin qu'il s'oppose consciemment et unitairement à ce projet même contre lequel il lutte actuellement de manière partielle et sur des aspects spécifiques.

La politique révolutionnaire est alors précisément cette capacité à exercer une direction politique en plaçant au centre l'activité générale des masses, et en agissant sur les contradictions à partir de la pratique combattante.

Le travail parmi les masses ne doit donc plus partir de l'indication: "conquérir les masses sur le terrain de la lutte armée".

Il se propose au contraire d'orienter toutes les pratiques de lutte possibles et déjà expérimentées par la classe, en généralisant et reproposant les plus mûres d'entre elles dans leurs formes de masse,

contre la contradiction principale dans la conjoncture.

La politique révolutionnaire est donc un ensemble complexe de pratiques différentes, comprenant le combat, la critique, l'élaboration théorique, l'agitation, le travail d'organisation des masses aux niveaux et dans les formes historiquement possibles, etc.

Mais elle est un ensemble de pratiques révolutionnaires parce que se situant toutes et unitairement dans une stratégie de conquête du pouvoir politique et dans la tactique conjoncturelle qui en découle.

Le caractère global des procès de restructuration fait en sorte que, sous la poussée de la sphère économique, le "politique" tend, avec toujours plus de force, à assumer le caractère dominant: ainsi, alors que le rapport entre classe et Etat se transforme, ce dernier se profile avec netteté sur le devenir de l'affrontement, opposant avec clarté les intérêts impérialistes aux intérêts prolétariens.

Pour cela nous réaffirmons que, dans cette phase, la question de l'Etat se pose avec force et clarté, et donc aussi la question de la construction d'une stratégie révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique.

C'est justement cette prédominance du caractère politique de l'affrontement qui nous fait réaffirmer avec d'autant plus de force la validité et la nécessité pour la lutte prolétarienne révolutionnaire de construire le Parti Communiste Combattant.

Avec ces points synthétiques, points d'analyse de la phase et de la conjoncture, nous ne prétendons pas épuiser la compréhension des tâches révolutionnaires, et donc les assumer nous seuls, dans le cadre d'un projet défini et articulé à lancer aux masses.

Nous voulons plus simplement, avec une tangibilité révolutionnaire, établir un rapport avec les masses, avec leurs avant-gardes de lutte et avec le mouvement révolutionnaire: un rapport nouveau au sein duquel construire une proposition politique révolutionnaire adaptée à la phase, pour interpréter l'antagonisme prolétarien et l'orienter vers l'unique solution positive et historiquement possible: la conquête du pouvoir politique.

Nous voulons donc être extrêmement clairs sur ce point: notre Organisation ne constitue pas le "noyau fondateur du P.C.C., même si elle agit, et veut agir activement pour en promouvoir la constitution.

Multiplés sont les forces et les aires révolutionnaires qui reconnaissent la nécessité d'un parti authentique du prolétariat métropolitain, et avec lesquelles la confrontation politique est non seulement possible, mais nécessaire.

Les formes et les structures du Parti découlent des tâches stratégiques et tactiques d'un processus révolutionnaire historiquement déterminé dans le maillon-Italie.

Il s'agit donc d'un Parti dont la pratique sociale et combattante générale est basée sur la politique révolutionnaire nécessaire pour donner vie au général dans chaque "particulier" de l'activité de la classe: c'est-à-dire pour faire vivre dans le prolétariat métropolitain un programme général qui, faisant siens les intérêts politiques généraux avancés par les masses, dirige et organise, dans chaque

conjoncture, la lutte et le combat prolétariens contre les aspects principaux de la "restructuration pour la guerre impérialiste".

Un programme qui, dans chaque conjoncture, construise et atteigne une étape du processus révolutionnaire.

En tant que militants des "B.R. pour la construction du Parti Communiste Combattant", nous proposons à une vaste aire de forces révolutionnaires et d'avant-gardes de la classe, une confrontation politique visant à redéfinir une politique révolutionnaire capable concrètement de généraliser et de réunifier les luttes prolétariennes; de développer et de renforcer les mouvements de masse; et d'orienter l'activité générale des masses contre les piliers fondamentaux de la "restructuration pour la guerre impérialiste" et contre le "parti de la guerre".

Il s'agit, en pratique, de faire assumer par les masses un programme révolutionnaire et antiimpérialiste cohérent.

Et donc de réussir à synthétiser ce qui émerge et vit, même de manière dispersée, dans les mille expressions de lutte et dans les mots d'ordre spontanés des cortèges prolétariens.

Il s'agit de contribuer à construire une politique révolutionnaire capable d'intervenir avec un programme général dans les mille rigoles des spécificités en lesquelles s'exprime la conflictualité prolétarienne: pour que rien ne soit dispersé des potentialités de la classe dans ce moment où la bourgeoisie impérialiste cherche à en fragmenter la résistance; pour que même la plus petite miette de résistance prolétarienne contribue à exercer sa force maximum contre les pivots centraux de la politique de l'ennemi principal.

TRAVAILLER A L'UNITE DES COMMUNISTES POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE COMBATTANT!

LUTTER ET COMBATTRE POUR REPOUSSER L'ATTAQUE CONTRE LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE!

TRAVAILLER A UNIR, ORGANISER, ORIENTER LA LUTTE DE LA CLASSE ET LA PRATIQUE COMBATTANTE CONTRE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT, CONTRE LES PUSSEES AU REARMEMENT ET LES DEPENSES MILITAIRES, DANS LA PERSPECTIVE DE LA CONQUETE DU POUVOIR POLITIQUE!